



## Histoire d'un fiasco

Au 1er janvier 2016, la DRFIP Nord s'est vue confier, à titre expérimental, le soin d'améliorer le paiement des factures du ministère de l'intérieur.

L'objectif était de réduire les délais de paiement pour toute la région Hauts de France à moins de 30 jours et ainsi éviter des pénalités de retard :

- 18 000 agents du ministère de l'intérieur
- plus de 60 000 factures
- soit 100 millions d'euros de commandes annuelles étaient concernés

Le ministère de l'intérieur a des missions très particulières qu'il n'est pas inutile de rappeler ici étant donnée la légèreté avec laquelle elles ont été considérées par la DRFIP 59 :

- Assurer la représentation et la permanence de l'État sur l'ensemble du territoire;
- Garantir la sécurité des citoyens et des biens partout et pour tous;

Bref, des enjeux considérables, tant d'un point de vue financier que d'image.

Malheureusement, l'expérimentation va s'arrêter à la fin de cette année...

Et pour cause : en un an et demi, les délais de paiement sont passés à 150 jours et plus et ont coûté la bagatelle d'1 million d'euros de pénalités que paiera le contribuable.

Les conséquences ont été nombreuses : outre les pénalités énormes évoquées, des fournisseurs d'essence lésés ont désactivé les cartes avec lesquelles la police faisait le plein. Des commissariats ont été à deux doigts de se faire couper l'eau et l'électricité. Des services ont été menacés de voir leur abonnement téléphonique suspendu .....

Les choses avaient pourtant bien commencé. Une équipe expérimentée issue du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) a été détachée dans les services de la DRFIP Nord. Ces agents, ayant une solide connaissance des dépenses y compris des marchés les plus complexes et à forts enjeux, étaient particulièrement motivés. Ils ont ainsi, dès leur arrivée en DRFIP Nord, régulièrement proposé des mesures d'amélioration des méthodes de travail. Ils ont également accepté de faire le sacrifice de leurs congés de fin d'année . En vain....



D'une part les agents n'ont jamais eu, et de loin, les moyens pour accomplir leurs missions.

D'autre part, en plus du manque de moyen, le management opéré par la DRFIP du Nord est gravement en cause : au lieu de s'appuyer sur le savoir-faire et l'expérience d'une équipe issue de la cellule CHORUS du ministère de l'intérieur pour assurer un bon démarrage de la mission, l'encadrement a voulu pousser la polyvalence à l'excès, prônant la gestion de plusieurs ministères par les agents.

En outre, ces derniers se sont sentis démunis face à un changement constant des méthodes de travail et de l'organisation du service.

Suite à des visites de site, les représentants **F.O.-DGFIP** ont pourtant alerté à de nombreuses reprises le Directeur régional sur le manque de moyens humains entraînant la situation déplorable du service et sur les conséquences financières désastreuses. Si quelques moyens de renfort ont été alloués et un réagencement immobilier obtenu, aucune solution pérenne n'a été trouvée.

Face au fiasco, le ministère de l'Intérieur s'est retiré de l'expérimentation et a donc repris ses emplois.

L'image de précision et de sérieux de la Direction générale des Finances publiques s'en trouve bien égratignée.... Et surtout la façon de gérer une équipe. On a l'impression qu'il n'y avait aucun pilote .... Les méthodes méritent une sérieuse révision ! Elles ont d'ailleurs fait l'objet d'un article dans le canard enchaîné le 11 octobre dernier.

Aujourd'hui encore, la DRFIP Nord nie toute responsabilité et ce sont les agents du SGAMI qui en feront les frais. Ils viennent en effet d'apprendre qu'ils devront quitter la DGFIP au sein de laquelle ils avaient pourtant été détachés pour un minimum de 3 ans. Cette décision de la DGFIP n'a absolument pas été motivée .

**F.O.-DGFIP** condamne ce gâchis qui pénalise des personnels motivés et formés. Dans le même temps des agents de la DGFIP qui demandent à quitter le SFACT sont bloqués en CAPL B et C et l'ensemble de la division dépense connaît une situation critique de ses effectifs ! !

Avant la fin de l'année et une fin de gestion difficile , **F.O.-DGFIP** restera plus que jamais vigilant sur les conditions de travail des personnels du SFACT.